

Voir en l'avortement un choix, c'est faire abstraction d'une réalité charnelle que l'on ne veut pas voir

Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 28 octobre 2019

Alors que 6 propositions de loi élargissant les possibilités d'avorter et d'euthanasier [ont été déposées](#) en Belgique, plusieurs femmes (Isaure De Clerck, Marie Dekkers, Clothilde Desaint, Wivine Muret, Dominique Richter, Sonia Samaan, Agathe Thiercelin, Marie Van Houtte, Brigitte Van Wymeersch, et Isaure Villiers) [signent et publient une tribune contre l'avortement](#) :

Ce mercredi débutaient à la Chambre des débats pour [étendre](#) le droit à l'avortement. L'un des textes qui seront examinés propose d'augmenter le délai légal d'une interruption volontaire de grossesse en le faisant passer de 12 à 18 semaines. Cette proposition nous interroge. En effet, existera-t-il jamais un cadre législatif qui sera jugé suffisant par les uns et les autres pour traiter de la question délicate de l'avortement ? À nous, femmes jeunes et moins jeunes, il nous semble que cette course effrénée pour supprimer une à une toutes les balises passe à côté du véritable enjeu.

Lorsque l'on parle d'avortement, on ne parle pas de chiffres ou d'individus abstraits. Il est question de vies humaines, de leur infinie complexité ; il est question de notre condition charnelle d'êtres humains. Il s'agit de femmes qui ressentent dans leur chair une nouvelle vie qui se crée. La rhétorique désincarnée prononcée par les uns et les autres élude complètement cette réalité concrète, vécue dans notre corporéité intime. En se contentant de revendiquer des droits formels et symboliques, on éclipse de ce fait les souffrances des femmes qui avortent. Gravées dans le marbre des lois et non vécues comme telles dans nos corps, ces libertés théoriques appartiennent au registre de l'idéologie, déconnectées qu'elles sont de notre vécu.

Aucune loi n'éludera le drame

Voir en l'avortement un choix, supposer dans l'IVG une liberté, c'est faire abstraction de cette réalité charnelle que l'on ne veut pas voir ; c'est gommer les souffrances de toutes celles – et elles sont nombreuses, trop nombreuses – qui ont vécu l'avortement comme un drame, personnel et intime, comme un échec dont elles ne se sont jamais remises parce qu'il les a affectées dans leur chair et dans leur être-au-monde.

Une autre femme l'a dit en d'autres temps, et nous le redisons encore : “[L'avortement est toujours un drame, et restera toujours un drame](#)” (*Discours de Simone Veil à l'Assemblée nationale, 26 novembre 1974*), quel que soit le nombre de lois qui passeront, légalisation ou dépénalisation, délai de réflexion d'une semaine ou de 48 h, à 12 semaines ou à 18. Et c'est un drame parce qu'il est question de notre corps et de ce qui s'y joue, de la fécondité qu'il abrite, de la vie qu'il porte et à laquelle l'avortement mettra toujours un terme.

Que l'être humain soit capable de surmonter les drames, c'est une évidence. Mais il portera en lui, pour le

restant de ses jours, chaque drame qu'il a vécu, chaque tragédie qu'il a traversée, comme une cicatrice que les lois et les beaux discours sur la liberté des femmes n'effaceront jamais. Ces blessures dans notre être intime peuvent être prévenues et, quand elles sont là, soignées ; cela demande d'abord et avant tout un regard vrai posé sur elles, et une aide à la reconstruction de soi. Considérer l'avortement comme un "*acte de santé publique*" [comme le fait Sylvie Lausberg](#), c'est nier la blessure qu'il représente, nier la souffrance des femmes qui le vivent, nier la vulnérabilité de la personne humaine.

Où est-elle, la liberté ?

En tant que femmes, nous hébergeons la vie en nous et nous la donnons au monde, et c'est une des choses les plus belles qu'il peut nous être donné de vivre. C'est précisément la raison pour laquelle nous ne pouvons tolérer que la question de l'avortement soit réduite à une revendication de nouveaux "droits". Il ne suffit pas de marteler le mot "liberté" pour le rendre réel. La liberté ne se réduit pas à un choix, elle est toujours plus qu'un consentement : devoir choisir entre Charybde et Scylla n'est jamais un choix libre, mais bien plutôt la fin de toute liberté.

Où est-elle, la liberté, lorsque nous ressentons en notre sein la douleur insoutenable, physique et morale, d'avoir perdu la vie qui en nous naissait ? De quel droit parlons-nous lorsqu'une femme avorte parce qu'elle n'a plus d'autre choix, parce qu'elle n'a plus les moyens ni la force d'élever seule un enfant dont le père, l'entourage ou la société ne veulent pas ? Une femme à bout de force qui ne se sent pas le courage d'assumer l'éducation d'un enfant n'est pas libre. Elle ne dispose pas d'un droit d'avorter, quoi qu'on en dise : elle n'a que sa détresse, et la vie qu'elle abrite en elle qui ne verra jamais le jour parce que ce monde n'est pas celui dont elle rêvait pour son enfant.

Que l'on travaille sur des alternatives

On ne peut légiférer sur un tel sujet qu'avec la plus extrême prudence.

Que nos représentants s'interrogent d'abord sur la situation de ces femmes en détresse – car oui, elles sont en détresse même si l'on cherche à bannir ce mot du langage. Que nos politiques s'interrogent sur les raisons pour lesquelles elles ne peuvent garder cet enfant, sur la misère qui est la leur : misère sociale, misère économique, misère morale. Nous attendons de nos représentants qu'ils se préoccupent de cette misère avant toute chose, qu'ils prennent en compte la vulnérabilité des femmes et des hommes de ce pays. Quand nos politiques examineront-ils de véritables aides et alternatives pour les femmes qui ne souhaitent pas avorter mais qui y sont contraintes pour des raisons économiques, sociales ou culturelles ? Qu'ils s'interrogent, enfin, quant à leurs renoncements vis-à-vis des fragilisés de notre société.

Proposer d'élargir le délai d'avortement de 12 à 18 semaines, c'est ouvrir un faux débat. Nous souhaitons plutôt des partis qu'ils mènent en leur sein une vraie réflexion, et qu'ils cherchent à éviter d'autres drames aux femmes qui les vivent. Les moyens de contraception n'ont jamais été aussi nombreux et accessibles : alors pourquoi le nombre d'avortements n'a-t-il jamais baissé ? Voilà une vraie question.

On ne parle pas ici de quelques euros de plus ou de moins dans le portefeuille de la ménagère : on parle du corps humain et de la fécondité qu'il abrite. On parle d'une vie qui s'interrompt dans le sein des femmes : cela ne pourra jamais être simplement assimilé à "un acte de santé publique".

En tant que personnes humaines, enracinées dans un vécu fait de don et de fécondité, nous considérons que notre vraie liberté, la seule, c'est de pouvoir vivre dans cette condition charnelle notre intime et irréductible dignité d'êtres humains. Notre conviction intime, c'est qu'augmenter le délai légal d'avortement ne fera en rien grandir cette liberté.